

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUIN 1928.

Budget

du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1928 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. POULLET.

MESSEURS,

Dans les Sections de la Chambre, comme au sein de la Commission spéciale chargée d'examiner le budget des Affaires Étrangères deux ordres de questions distinctes ont fait l'objet d'observations. Des échanges de vues ont eu lieu d'abord, sur les grandes questions de politique extérieure intéressant la Belgique et qui sont au premier plan des préoccupations de l'opinion. D'autre part, des renseignements ont été demandés et des vœux exprimés au département sur des questions spéciales se rattachant plus directement à l'exécution du budget. Nous dirons d'abord un mot des premières.

1. QUESTIONS GÉNÉRALES.

La première des questions générales qui a fait l'objet d'échanges de vues au sein de la Commission spéciale est celle de nos rapports avec la Hollande.

Des membres se sont émus de ce que le Gouvernement des Pays-Bas n'ait pas encore saisi le Gouvernement belge des propositions annoncées depuis si longtemps et relatives au problème de nos communications, par l'Escaut, avec le Rhin et avec la mer. Ces membres demandent si les études prolongées auxquelles on procède en Hollande ne constituent pas une manière d'atérmoiements.

Les récentes déclarations faites aux États Généraux et les assurances répétées à

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4^v.

(2) La Commission, présidée par M. Brunet, était composée :

1° des membres de la Commission des Affaires Étrangères : MM. Brunet, président; Branquart, Brunfaut, Carton de Wiart, Cocq, de Kerchove d'Exaerde, Destrée, Devèze, Eckelers, Fischer, Hubin, Neujean, Piérard, Poulet, Raemdonck, Renkin, Standaert, Troolet, Van Cauwelaert, Vandervelde (Emile), Verachtert, Winandy.

2° de six membres nommés par les sections : MM. Carlier, Brassinne, de Gérardon, Allewaert, Mernier, De Winde.

Le présent rapport n° 235 a été distribué le 21 juin 1928. (Art. 4 de la résolution de la Chambre, relative à l'examen des Budgets.)

notre Gouvernement des intentions du Gouvernement des Pays-Bas en vue d'un accord avec la Belgique doivent faire écarter toute crainte d'ajournement indéfini.

Il n'en est pas moins vrai que les retards ne pourraient se prolonger sans danger pour le maintien de la bonne harmonie entre les deux peuples dont les rapports amicaux intéressent au plus haut point la pacification générale. Il n'existe déjà, en Europe, que trop de foyers d'agitation et de troubles : il est du devoir des Gouvernements intéressés d'éviter tout ce qui est de nature à créer, sur les bords de l'Escaut, une nouvelle source d'agitation et de conflits. L'opinion publique, des deux côtés de la frontière, a également ses devoirs. Il est à désirer que certaines fractions de celle-ci, plus bruyantes que nombreuses d'ailleurs, s'abstiennent de susciter des incidents fâcheux dont le seul effet est de provoquer des froissements qui ne peuvent que nuire aux solutions amicales et équitables désirées par l'immense majorité des deux pays.

Les initiatives des Etats Unis et de la France en ce qui concerne le projet de *Pacte contre la guerre*, sont suivies dans notre pays avec la plus vive sympathie. La Belgique ne peut que s'associer de tout cœur aux Conventions, arrangements et déclarations qui tendent à augmenter les garanties de paix et à éviter les conflits armés, tels le Paëte de la Société des Nations, les Traités de Locarno, la proscription de la guerre comme instrument de politique nationale.

La Commission a tenu à entendre le Ministre des Affaires Etrangères sur les deux questions que nous venons de rappeler, ainsi que sur celle d'un règlement définitif du problème des réparations et de l'évacuation de l'Allemagne occupée, problème grave que l'opinion des Deux Mondes discute depuis plusieurs mois.

M. le Ministre des Affaires Etrangères a bien voulu se rendre à une de nos séances. Il a renouvelé, à cette occasion, au sein de la Commission spéciale, les déclarations qu'il avait faites naguère au Sénat, en les mettant au point des développements nouveaux que ces grandes questions ont reçues depuis la discussion du budget au Sénat.

La discussion du budget en séance publique devant entraîner de nouveaux échanges de vues sur les importantes questions que nous venons de rappeler, il ne semble pas que ce rapport doive s'y arrêter davantage, et nous abordons rapidement l'examen des questions spéciales dont la Commission spéciale a eu à s'occuper.

II. — QUESTIONS SPÉCIALES.

1. DOMMAGES DE GUERRE. — ACCIDENTS DU TRAVAIL. ACCORDS AVEC LA FRANCE.

On a insisté dans une Section sur l'opportunité qu'il y aurait de compléter les accords existants entre la Belgique et la France sur la réparation des dommages de guerre et sur les accidents du travail.

En ce qui concerne les dommages de guerre, trois accords, sur la base de la réciprocité, ont été conclus jusqu'ici :

1) *Arrangement franco-belge du 9 octobre 1919 sur la réparation des dommages de guerre.*

2) *Accord additionnel signé à Paris, le 14 décembre 1923, pour étendre aux titres au porteur les dispositions de l'Arrangement franco-belge du 9 octobre 1919 concernant la réparation des dommages de guerre.*

3) *Convention franco belge du 25 octobre 1921 relative au règlement des conflits d'attribution en matière de réparation des dommages de guerre.*

Il résulte des renseignements qu'a bien voulu nous donner le Département des Affaires Étrangères que des négociations sont en cours avec la France pour la conclusion :

A) D'un Arrangement réglant la situation des *victimes civiles* (ou leurs ayants droit) *qui ont changé de nationalité* (Belges devenus Français, ou inversement).

B) D'un Accord réglant les conditions du *remploi* des indemnités accordées aux *bateliers sinistrés* qui se prévalent de l'Arrangement franco-belge du 9 octobre 1919.

Quant à la question des accidents du travail, elle a été récemment réglée.

Une Convention franco-belge du 21 février 1906 assurait déjà l'égalité de traitement en matière de réparation des accidents du travail aux ouvriers des deux pays. Une Convention additionnelle à cette Convention a été signée à Paris le 21 mai 1927. Elle a deux objets :

1° Elle étend l'égalité de traitement, déjà réalisée par la Convention de 1906, au développement ultérieur de la législation des deux pays.

2° La Convention additionnelle accorde également le même bénéfice d'égalité de traitement aux ouvriers belges embauchés dans des entreprises françaises *agricoles* tombant sous l'application de la loi française du 15 décembre 1922 étendant à l'agriculture la législation sur les accidents du travail. Cette extension s'imposait, car, d'après cette loi, ces ouvriers cessant de résider sur le territoire français n'avaient plus droit qu'à un capital égal à trois fois la rente allouée et leurs ayants droit non résidants en France perdaient tout droit à réparation.

2. BELGES EN RUSSIE.

Des membres ont parlé de la situation des Belges en Russie.

Les uns se sont préoccupés du sort des petits sinistrés belges en Russie. Il s'agit d'anciens ouvriers et d'anciens employés dont le sort est vraiment lamentable : ils ont travaillé dix, quinze, vingt ans en Russie et le Gouvernement des Soviets a confisqué leurs économies.

Le Département des Affaires Étrangères a fait savoir à la Commission spéciale qu'il ne perd pas de vue les questions relatives aux pertes et dommages subis en Russie par les Belges — ouvriers et employés — qui étaient occupés dans l'industrie et dans d'autres branches de l'activité économique de ce pays.

Ainsi que M. le Ministre Vanderpylde l'a fait remarquer l'année dernière, à l'occasion de la discussion du budget à la Chambre des Représentants (voir séance du 12 juillet 1927) la question dont il s'agit ne pourrait être abordée que s'il existait des relations officielles entre le Gouvernement belge et celui de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Ce n'est donc que dans un avenir plus ou moins lointain que des négociations pourront être ouvertes en vue de rechercher les moyens susceptibles d'indemniser les Belges qui ont souffert dans leurs intérêts en Russie soviétique.

D'autres membres se sont préoccupés des mesures que le Gouvernement belge est en état de prendre pour favoriser éventuellement le rapatriement de nos compatriotes séjournant en Russie : les crédits dont le département dispose permettent-ils une intervention ?

Dans sa réponse, le département des Affaires Étrangères rappelle qu'un crédit de 50,000 francs a été inscrit au budget de l'exercice de 1928 (art. 30) pour les

secours à allouer aux Belges nécessiteux résidant encore en Russie ainsi que pour leur rapatriement éventuel.

Les secours temporaires absorberont, au maximum, une somme de 20,000 francs; il restera ainsi à la disposition du Ministère des Affaires Etrangères un crédit de 30,000 francs pour couvrir, le cas échéant, les frais de rapatriement pendant l'exercice en cours.

3. BELGES EN CHINE

Le problème du rapatriement des Belges se trouvant en Chine ne mérite pas moins l'attention que le sort de nos compatriotes qui résident en Russie. Les crédits dont le département dispose à cet égard paraissent suffisants, si l'on tient compte des faits ci-après :

En 1927, un crédit de 100.000 francs a été inscrit au budget du Ministère des Affaires Etrangères, pour le rapatriement éventuel de Belges se trouvant en Chine, dans le dénuement.

Sur ce crédit, une somme de 825 dollars américains — soit environ 29.000 fr. — a été prélevée pour le rapatriement de quelques Belges.

Au budget de 1928, le même crédit de 100.000 francs a été maintenu, mais il a été inutilisé. Il conviendrait de conserver provisoirement ce poste au budget, car, étant donnés les événements qui se déroulent en Chine, notre Légation pourrait être amenée à faire d'urgence des avances pour des rapatriements.

Toutefois, le Département des Affaires Etrangères et la Légation de Belgique à Pékin veillent à ce que le Gouvernement chinois et, éventuellement, les entreprises belges qui occupent un certain nombre de nos nationaux observent les clauses des contrats, notamment en ce qui concerne le rapatriement de ces personnes.

Il est à remarquer qu'en vertu d'un arrangement sino-belge récent, concernant la capitalisation du reliquat de l'indemnité due par la Chine, du chef de l'insurrection boxer de 1900, le Gouvernement chinois dispose de fonds pouvant être consacrés au rapatriement de ressortissants belges en Chine et chinois en Belgique se trouvant sans moyens d'existence. C'est ainsi que la Légation de Belgique à Pékin a obtenu le remboursement des 825 dollars américains qu'elle avait avancés en 1927 sur le crédit de 100.000 francs dont il s'agit.

4. RAPPORTS ENTRE LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LES AUTRES DÉPARTÉMENTS MINISTÉRIELS LORSQUE DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES SONT ENGAGÉES AVEC LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES.

En section, des membres ont fait observer qu'en cas de négociations commerciales la liaison entre les divers départements ministériels n'était pas suffisamment garantie. Il semble qu'il n'y ait pas une distinction suffisante entre leurs attributions respectives. La confusion qui pourrait exister à cet égard sous divers aspects, empêche quelquefois, estiment-ils, le département des Affaires Etrangères de disposer de tous les éléments d'information nécessaires et des lumières des milieux plus particulièrement compétents.

Il résulte des renseignements obtenus par la Commission qu'un grand effort a été fait pour centraliser, au moment opportun, tous les renseignements utiles.

Les seules questions pour lesquelles une confusion paraîtrait possible sont celles relatives à la négociation des traités de commerce et celles qui concernent les expositions et les foires à l'étranger. Mais on ne peut perdre de vue que les éléments techniques nécessaires aux négociations commerciales sont toujours fournis au Département des Affaires Etrangères par celui de l'Industrie et du Travail ainsi que par les Départements des Finances et de l'Agriculture.

La liaison entre ces quatre Départements est d'ailleurs assurée en ce qui concerne les négociations commerciales, au sein de la *Commission Interministérielle des Questions douanières*, qui siège au Département des Affaires Etrangères.

Pour ce qui regarde les questions relatives aux expositions et aux foires à l'étranger, le Département des Affaires Etrangères effectue la liaison entre les organismes officiels étrangers et le Département de l'Industrie et du Travail qui groupe toutes les participations belges aux foires et expositions à l'étranger.

5. NOTRE REPRÉSENTATION CONSULAIRE.

Dans diverses sections, le développement de notre Corps Consulaire, dont le rôle peut être si efficace au point de vue de l'expansion de notre commerce extérieur, a été demandé.

Il résulte des renseignements obtenus que, dans ces derniers mois, de nouvelles améliorations ont été réalisées.

En novembre 1927, le *Comité National du Commerce Extérieur* a procédé à un examen d'ensemble de notre représentation consulaire. Il a analysé, pays par pays, la situation économique et les possibilités de développement des exportations belges, à la lumière des renseignements extraits des rapports parvenus au Département.

Après avoir examiné la question du recrutement des consuls honoraires, le Comité a procédé à l'examen du renforcement des postes de carrière.

Il a estimé qu'il y aurait des inconvénients sérieux, à de nombreux points de vue, à vouloir réaliser un effort simultané sur l'ensemble des marchés du globe. En conclusion, il a proposé une série de mesures nécessitant un effort financier progressif et a recommandé de porter, en premier lieu, cet effort dans les pays suivants : Etats-Unis, Argentine, Canada, Vénézuéla, Brésil, Indes anglaises, Indes néerlandaises, Colombie. Il a recommandé à cet effet une majoration de dépenses de l'ordre de 7 millions de francs. Il a insisté sur la nécessité de ne confier notre représentation qu'à un personnel particulièrement compétent et vigilant.

Le Département a déjà réalisé la plupart des mesures proposées. Il y a lieu de signaler notamment :

a) L'adjonction au consulat général à San-Francisco d'un vice-consul en vue de seconder le Consul Général dans ses efforts d'expansion à entreprendre sur la côte du Pacifique. Avant de rejoindre son poste, ce Vice-Consul a été chargé de faire une enquête sur les possibilités d'affaires à Vancouver ;

b) la désignation d'un vice-consul, adjoint au Consul honoraire à Chicago. Cet agent a été chargé, avant de rejoindre son poste, d'aller procéder à La Nouvelle Orléans, à une enquête préliminaire en vue du rétablissement éventuel d'un consulat de carrière dans cette dernière ville ;

c) la création d'une Légation à Caracas ;

d) l'adjonction à notre ambassade à Rio, d'un consul chargé de promouvoir notre pénétration au Brésil ;

e) l'adjonction d'un vice-consul au Consul Général envoyé récemment aux Indes néerlandaises.

Dans une des Sections, un membre a fait observer que notre représentation consulaire dans l'Inde britannique n'était pas suffisamment assurée.

Le Département répond :

Notre représentation consulaire de carrière dans l'Inde britannique est assurée par deux Consuls généraux résidant à Bombay et à Calcutta. Nous avons, de plus, des consuls honoraires à Kurachee, Rangoon, Madras et Colombo.

La défense de nos intérêts économiques est donc assurée, d'autant plus que les agents de carrières sont autorisés à visiter périodiquement leur juridiction.

6 FINANCEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR. CRÉDIT A LONG TERME.

Un échange de vues s'est produit sur cette question, qui se rattache, elle aussi, au développement de nos exportations.

Les services compétents s'en sont préoccupé. C'est ainsi que le *Comité National du Commerce Extérieur* a examiné longuement la question du financement du commerce extérieur.

En ce qui concerne les crédits à long terme, une étude spéciale a été consacrée à la *Société Nationale de Crédit à l'Industrie* qui a pour but de faciliter aux entreprises industrielles, agricoles et commerciales belges la mobilisation de leurs créances à moyen ou à long terme.

Le Comité National du Commerce Extérieur a fait connaître son avis sur la réorganisation de cet organisme. Cette réorganisation est actuellement achevée.

Le ducroire gouvernemental a été organisé par la loi du 7 août 1921, prorogée jusqu'au 20 août 1931, par la loi du 9 août 1926.

La Commission du Ducroire avalise jusqu'à concurrence de 50 p. c. les traites tirées par les exportateurs belges sur l'étranger. Les traites arrivent à échéance dans les trois ans au plus, à partir de la date de leur création.

La Commission peut, quand elle le juge utile, majorer la garantie gouvernementale.

*
* * *

La Commission spéciale vous propose, Messieurs, l'adoption du budget.

Le Rapporteur,

P. POULLET.

Le Président,

E. BRUNET.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JUNI 1928.

Begrooting VAN HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN VOOR HET DIENSTJAAR 1928 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **POULLET**.

MIJNE HEEREN.

In de afdelingen van de Kamer, evenals in den schoot van de Bijzondere Commissie die voor opdracht had de Begrooting van Buitenlandsche Zaken te onderzoeken, werden opmerkingen gemaakt over twee soorten vraagstukken van verschillenden aard. Vooreerst, werd van gedachten gewisseld over de groote vraagstukken van buitenlandsche politiek die België aanbelangen en die in de openbare meening vooraan staan. Anderzijds, werden inlichtingen gevraagd en wenschen uitgedrukt betreffende bijzondere vraagstukken die meer rechtstreeks verband houden met de uitvoering van de begrooting. Wij zullen met de eerste beginnen.

I. — ALGEMEENE VRAAGSTUKKEN.

De eerste der algemeene vraagstukken waarover van gedachten werd gewisseld in den schoot van de Bijzondere Commissie is deze van onze betrekkingen met Holland.

Eenige leden hebben hunne verwondering uitgedrukt over het feit dat de Regeering van de Nederlanden aan de Belgische Regeering de reeds lang aange-

(1) Begrooting door den Senaat overgemaakt, n° 4^y.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit :

1° de leden van de Commissie voor de Buitenlandsche Zaken : de heeren Brunet, voorzitter; Branquart, Brunfaut, Carton de Wiart, Cocq, de Kerchove d'Exaerde, Destrée, Devèze, Eekelers, Fischer, Hubin, Neujean, Piérard, Poulet, Raemdonck, Renkin, Standaert, Troclet, Van Cauwelaert, Vandervelde (Emile), Verachtert, Winandy.

2° de leden door de afdelingen benoemd : de heeren Carlier, Brassinne,

kondigde voorstellen nog niet heeft gedaan, betreffende het vraagstuk van onze verbinding, langs de Schelde, met den Rijn en met de zee. Deze leden vragen of de lange tijd dien men in Holland aan dit vraagstuk wijdt, niet eene poging is om het op de lange baan te schuiven.

De verklaringen onlangs in de Staten-Generaal afgelegd, en de herhaalde verzekeringen, aan onze Regeering gegeven, van de inzichten der Nederlandsche Regeering om tot een akkoord te komen met België, moeten alle vrees voor onbepaalde verdaging doen verdwijnen.

Het is echter ook waar, dat de verdaging niet kan gerekt worden zonder gevaar voor het behoud van de goede overeenstemming tusschen de twee volkeren, wier vriendschappelijke betrekkingen van het grootste belang zijn voor den algemeenen vrede. Er bestaan in Europa reeds te veel haarden van onrust en agitatie; het is de plicht van de betrokken Regeeringen alles te vermijden wat op de boorden van de Schelde tot nieuwe onrust en nieuwe conflicten kan aanleiding geven. Ook de openbare meening, langs beide zijden van de grens, heeft hare plichten.

Het is wenschelijk dat sommige fracties van de openbare meening, die eigenlijk meer luidruchtig dan talrijk zijn, er zich zouden van onthouden spijtige incidenten te doen oprijzen, die enkel en alleen leiden kunnen tot wrijvingen welke de minnelijke en billijke oplossingen, door de overgrootste meerderheid van beide landen gewenscht, moeten bemoeilijken.

Het initiatief van de Vereenigde-Staten en van Frankrijk, wat betreft het *Verdrag tegen den Oorlog*, wordt in ons land met de levendigste belangstelling gevolgd. België kan niet anders dan zich van harte aansluiten bij alle Conventies, regelingen en verklaringen die strekken tot versterking van de vredeswaarborgen en tot het vermijden van gewapende conflicten; ik bedoel het Pact van den Volkenbond, de Verdragen van Locarno, de uitsluiting van den oorlog als dwangmiddel van nationale politiek.

De Commissie heeft er aan gehouden de meening van den Minister van Buitenlandsche Zaken te kennen omtrent deze twee punten, en insgelijks omtrent de definitieve regeling van het herstelvraagstuk en de ontruiming van het bezette gebied van Duitschland; een zeer ernstig vraagstuk dat in de oude en de nieuwe wereld sedert lange maanden besproken wordt.

De Minister van Buitenlandsche Zaken is op eene van onze vergaderingen verschenen. Hij heeft, bij deze gelegenheid, in den schoot van de Bijzondere Commissie, de verklaringen herhaald die hij vroeger in den Senaat heeft afgelegd en ze aangevuld met de nieuwe feiten welke zich in verband met deze belangrijke vraagstukken hebben voorgedaan, sedert de behandeling van de begrooting in den Senaat.

Daar de behandeling van de begrooting in de openbare vergadering zeker zal aanleiding geven tot eene nieuwe gedachtenwisseling over de belangrijke feiten waarop wij wijzen, meenen wij dat wij er in dit verslag niet langer moeten bij stilstaan, en kunnen wij dadelijk overgaan tot het onderzoek van de bijzondere vraagstukken waarmee de Bijzondere Commissie zich had bezig te houden.

II. — BIJZONDERE VRAAGSTUKKEN.

1. OORLOGSSCHADE. — ARBEIDSONGEVALLEN. — AKKOORDEN MET FRANKRIJK.

In eene afdeeling, heeft men er op aangedrongen dat de Overeenkomsten tusschen België en Frankrijk betreffende de oorlogsschade en de arbeidsongevallen verder zouden uitgebreid worden.

Wat betreft de oorlogsschade werden, op den grondslag van wederkeerigheid, tot hiertoe drie akkoorden gesloten :

1^o *Fransch-Belgische Overeenkomst van 9 October 1919 betreffende het herstel der oorlogsschade ;*

2^o *Aanvullend akkoord geteekend te Parijs, op 14 December 1923, om de schikkingen van de Fransch-Belgische Overeenkomst van 9 October 1919, betreffende het herstel der oorlogsschade toepasselijk, te maken op de titels aan toonder ;*

3^o *Fransch-Belgische Overeenkomst van 25 October 1921, betreffende de regeling van de geschillen van toekenning inzake van herstel der oorlogsschade.*

Uit de inlichtingen die het Departement van Buitenlandsche Zaken ons aan de hand deed, blijkt dat onderhandelingen aan den gang zijn met Frankrijk voor het sluiten van :

A) *Eene Overeenkomst tot regeling van den toestand der burgerlijke slachtoffers (of hunne rechtverkrijgenden) die van nationaliteit zijn veranderd (Belgen die Franschen geworden zijn of omgekeerd).*

B) *Eene Overeenkomst tot Regeling van de voorwaarden der herbelegging van de vergoedingen toegestaan aan de geteisterde schippers die zich beroepen op de Fransche-Belgische Overeenkomst van 9 October 1919.*

Wat aangaat de kwestie van de arbeidsongevallen, deze werd onlangs geregeld.

Eene Fransch-Belgische Overeenkomst van 21 Februari 1906 verzekerde reeds eene gelijke behandeling, in zake herstel van de arbeidsongevallen, voor de arbeiders van beide landen. Eene bijkomende Overeenkomst van deze Overeenkomst werd te Parijs geteekend op 21 Mei 1927. Zij heeft een tweevoudig doel :

1^o *Zij strekt de gelijkheid van behandeling, die reeds verwezenlijkt was door de Overeenkomst van 1906, uit tot de verdere ontwikkeling van de wetgeving van beide landen ;*

2^o *De bijkomende Overeenkomst verleent eveneens hetzelfde voordeel van gelijke behandeling aan de Belgische werklieden die worden gebruikt in de Fransche landbouwondernemingen, welke onder de toepassing vallen van de Fransche wet van 15 December 1922, welke de wetten op de arbeidsongevallen uitbreidt tot den landbouw. Deze bepaling drong zich op, want volgens deze wet, hadden deze werklieden, wijl zij niet verder op Fransch grondgebied verbleven, nog enkel recht op een kapitaal gelijk aan driemaal de toegekende rente, en hunne rechtverkrijgenden die niet in Frankrijk verbleven verloren alle recht op schadeboosstelling.*

2. DE BELGEN IN RUSLAND.

Sommige leden hielden zich bezig met den toestand der Belgen in Rusland.

De eenen waren bezorgd om het lot der kleine geteisterden in Rusland. Het

geldt oud-arbeiders en oud-bedienden wier lot werkelijk ellendig is : zij hebben tien, vijftien, twintig jaren in Rusland gewerkt en de Sowjet-Regeering heeft beslag gelegd op hunne spaarpenningen.

Het Departement van Buitenlandsche Zaken heeft medegedeeld aan de Bijzondere Commissie dat het de kwestie van het verlies en de schade, in Rusland door de Belgen geleden — werklieden en bedienden — die in de nijverheid en in andere vakken der economische bedrijvigheid van dit land werkzaam waren, niet uit het oog verliest.

Zooals de heer Vandervelde, toen Minister van Buitenlandsche Zaken, het verleden jaar deed opmerken, ter gelegenheid van de bespreking der begrooting in de Kamer der Volksvertegenwoordigers (zie vergadering van 12 Juli 1927), zou het vraagstuk, waarvan sprake is, slechts te berde kunnen gebracht worden, indien er officieele betrekkingen bestonden tusschen de Belgische Regeering en die van den Bond der socialistische Sowjet-Republieken.

Eerst in eene min of meer verwijderde toekomst, zal men dus onderhandelingen kunnen beginnen om de middelen te onderzoeken welke de Belgen, wier belangen geleden hebben in Sowjet-Rusland, kunnen schadeleesstellen.

Andere leden hielden zich bezig met de maatregelen die de Belgische Regeering kan nemen om gebeurlijk den terugkeer naar hun vaderland van onze in Rusland verblijvende landgenooten te begunstigen : zijn de credieten waarover het Departement beschikt toereikend om in te grijpen ?

In zijn antwoord, herinnert het Ministerie er aan dat een crediet van 50.000 frank opgenomen werd in de begrooting voor het dienstjaar 1928 (art. 30) bestemd om hulp te verleenen aan de behoeftige Belgen die thans nog in Rusland verblijven, alsook voor hun gebeurlijken terugkeer naar België.

De tijdelijke hulpverleening zal ten hoogste een bedrag van 20.000 frank vergen ; zoo blijft ter beschikking van het Ministerie van Buitenlandsche zaken een crediet over van 30.000 frank waarmee men, in voorkomend geval, de kosten kan dekken, veroorzaakt door den terugkeer naar België, gedurende het loopend dienstjaar.

3. — DE BELGEN IN CHINA.

Het vraagstuk van den terugkeer naar België, van de Belgen die zich in China bevinden, verdient evenveel aandacht als het lot van onze landgenooten in Rusland. De credieten waarover ons Departement te dien opzichte beschikt, schijnen toereikend, zoo men rekening houdt met de volgende feiten :

In 1927, werd een crediet van 100.000 frank opgenomen in de begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, voor het gebeurlijk repatriëren van de Belgen die, in China, in behoeftigen toestand verkeerden.

Van dit crediet, werd een bedrag van 825 Amerikaansche dollars, d. i. ongeveer 29.000 frank afgehouden voor het repatriëren van eenige Belgen.

In de begrooting van 1928, werd hetzelfde crediet van 100.000 frank behouden, doch het werd niet gebruikt. Men zou voorloopig dien post in de begrooting moeten behouden, want onze Legatie kan, wegens de gebeurtenissen, in China aan den gang, er toe gebracht worden dringend voorschotten te doen tot het repatriëren van onze landgenooten.

Het Ministerie van Buitenlandsche Zaken en het Belgisch Gezantschap, te Peking, zorgen er echter voor dat de Chineesche Regeering, en gebeurlijk de Belgische bedrijven waarin een zeker getal onzer landgenooten werkzaam zijn,

de bepalingen van de overeenkomsten in acht nemen, namelijk wat betreft het repatriëren van deze personen.

Er moet opgemerkt worden dat, krachtens eene onlangs getroffen Chineesch-Belgische overeenkomst, betreffende de kapitalisatie van het overschot der vergoeding welke China te betalen heeft uit hoofde van den opstand der boxers in 1900, de Chineesche Regeering beschikt over gelden welke kunnen aangewend worden voor het repatriëren van Belgen in China en van Chineezers in België, die zonder bestaansmiddelen zijn.

Zoo heeft het Belgisch Gezantschap, te Peking, de terugbetaling bekomen van de 825 Amerikaansche dollars die het in 1927 had voorgeschooten op het crediet van 100,000 frank waarvan sprake is.

4. BETREKKINGEN TUSSCHEN HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN EN DE OVERIGE MINISTERIEELE DEPARTEMENTEN, WANNEER ONDERHANDELINGEN BETREFFENDE DEN HANDEL, MET DE BUITENLANDSCHE MOGENDHEDEN WORDEN GEVOERD.

In de afdelingen, hebben sommige leden doen opmerken dat, in geval van onderhandelingen betreffende den handel, de samenwerking tusschen de onderscheidene ministerieele departementen niet genoeg gewaarborgd was. Het schijnt dat men niet voldoende onderscheid maakt tusschen hunne respectievelijke bevoegdheid. De verwarring die op dit gebied zou kunnen bestaan in onderscheidene opzichten, verhindert soms, zeggen zij, dat het Ministerie van Buitenlandsche Zaken beschikt over al de noodige inlichtingen en de aanwijzingen van de meest bevoegde middelen.

Uit de inlichtingen verkregen door de Commissie blijkt, dat eene groote inspanning moet gedaan worden om, op het gunstige oogenblik, al de nuttige inlichtingen te centraliseeren. De eenige vraagstukken voor welke verwarring mogelijk zou schijnen, zijn die welke betrekking hebben op de onderhandelingen tot het sluiten van handelsverdragen en die welke de tentoonstellingen en de jaarbeurzen in het buitenland betreffen. Doch men kan niet uit het oog verliezen dat de technische gegevens, noodig tot het voeren van handelsonderhandelingen, steeds verstrekt worden aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid alsmede door de Ministeries van Financiën en van Landbouw.

De betrekkingen tusschen deze vier Departementen wordt trouwens, wat de handelsonderhandelingen betreft, verzekerd door de *Interministerieele Commissie voor de Tolvraagstukken*, die hare zittingen houdt in het Departement van Buitenlandsche Zaken.

Wat de vraagstukken betreft in zake tentoonstellingen en fooren in het Buitenland, is het nog het Departement van Buitenlandsche Zaken dat de buitenlandsche officieele organismen in betrekking stelt met het Departement van Nijverheid en Arbeid hetwelk de Belgische deelnemers aan de fooren en tentoonstellingen in het Buitenland groepeerd.

5. ONZE CONSULAIRE VERTEGENWOORDIGING.

In verschillende afdelingen werd gevraagd dat ons Consulair Korps wiens rol zoo heilzaam kan wezen voor de verspreiding van onzen buitenlandschen handel, zou uitgebreid worden.

Uit de bekomen inlichtingen blijkt dat, sedert de jongste maanden, nieuwe verbeteringen werden tot stand gebracht.

In November 1927, heeft het *Nationaal Comité voor Buitenlandschen Handel* een onderzoek ingesteld naar den geheelen samenhang van onze consulaire vertegenwoordiging. Op grond van de inlichtingen uit de verslagen bij het Departement ingediend, heeft het Comité den economischen toestand en de mogelijkheden voor onzen uitvoer, land voor land, nagegaan.

Na het vraagstuk van de aanwerving der eereconsuls te hebben onderzocht, heeft het Comité insgelijks nagegaan of het mogelijk was de beroepsposen te versterken.

Het Comité was van gevoelen dat er in menig opzicht ernstige bezwaren voorkwamen, zoo men terzelfdertijd eene poging wilde doen over al de wereldmarkten tegelijk. Als besluit, heeft het dus eene reeks maatregelen voorgesteld die geleidelijk financieele offers vergen, welke vooreerst in de volgende landen zouden worden aangewend: Vereenigde-Staten, Argentinië, Canada, Venezuela, Brazilië, Engelsch-Indië, Nederlandsch-Indië, Colombië. Dit zou 7 millioen meer vragen in de uitgaven. Het Comité heeft er op aangedrongen, dat het noodzakelijk was onze vertegenwoordiging slechts toe te vertrouwen aan een werkelijk bevoegd en waakzaam personeel.

Meest al de voorgestelde maatregelen werden reeds door het Departement tot wezenlijkheid gebracht. Inzonderheid zullen wij wijzen op de volgende punten:

a) Te San-Francisco, werd aan den Consul-generaal een vice-consul toegevoegd om den Consul-generaal bij te staan in zijne pogingen tot handelsuitbreiding op de kusten van den Stillen-Oceaan. Alvorens zijn post te vervoegen, werd deze vice-consul belast met een onderzoek naar de mogelijkheden van zaken-voeren te Vancouver;

b) Ook te Chicago, werd aan den Eere-consul een vice consul toegevoegd. Alvorens zijn post te vervoegen werd deze nieuwe agent belast met een voorafgaand onderzoek, te Nieuw-Orleans, om er, zoo mogelijk, terug een beroeps-consulaat op te richten;

c) Te Caracas werd een gezantschap opgericht;

d) Ons gezantschap, te Rio, kreeg een consul met opdracht onzen handel in Brazilië te doen binnendringen;

e) Onze Consul-Generaal die onlangs naar Nederlandsch Indië werd gezonden, kreeg ook een vice-consul.

In eene der Afdeelingen deed een lid opmerken, dat onze consulaire vertegenwoordiging in Engelsch Indië ongenoegzaam was.

Daarop antwoordt het Departement: In Engelsch Indië worden wij vertegenwoordigd door twee Consuls-generaal van beroep met verblijf te Bombay en te Calcutta. Bovendien, hebben wij eere-consuls te Kurachee, Rangoon, Madras en Colombo.

De verdediging van onze economische belangen is dus verzekerd, vooral daar de beroepsagenten gemachtigd zijn op gestelde tijdstippen hun rechtsgebied te bezoeken.

6. HET FINANCIEREN VAN ONZEN BUITENLANDSCHEN HANDEL.

CREDIET OP LANGEN TERMIJN.

Gedachtenwisselingen werden gevoerd over dit vraagstuk dat insgelijks in betrekking staat met de uitbreiding van onzen uitvoer.

De bevoegde diensten hebben er zich onleding mede gehouden. Aldus heeft het *Nationaal Comité voor Buitenlandschen Handel* een grondig onderzoek gewijd aan het financieren van onzen buitenlandschen handel.

Wat de credieten op langen termijn betreft, werd eene bijzondere studie gemaakt van de *Nationale Vennootschap voor Nijverheidscrediet* (*Société Nationale de Crédits à l'Industrie*) welke ten doel heeft de schuldvorderingen op gemiddelden en op langen termijn van de Belgische nijverheids-, landbouw- en handelsondernemingen van vast goed in roerend goed om te zetten, te vergemakkelijken.

Het Nationaal « Comité voor Buitenlandschen Handel » heeft zijn advies over de herinrichting van dit organisme laten kennen. Deze herinrichting is thans een voltrokken feit.

Het delcredere van de Regeering werd ingericht door de wet van 7 Augustus 1921, waarvan de geldigheid tot 20 Augustus 1931 werd verlengd door de wet van 9 Augustus 1926.

De Commissie voor delcredere blijft borg tot beloop van 50 t. h. voor de wissels door de Belgische uitvoerders op het buitenland getrokken. De wissels vervallen binnen ten hoogste drie jaren, te rekenen van den datum hunner totstandbrenging.

Acht de Commissie het nuttig, dan kan zij de borgsom van de Regeering verhoogen.

* * *

De Commissie stelt U voor, Mijne Heeren, de Begrooting goed te keuren.

De Verslaggever,

P. POULLET.

De Voorzitter,

E. BRUNET.

